



1^{er} mai 2015

DISCOURS du Secrétaire Général UDFO37

Cher(e)s camarades,

Le 1^{er} mai, c'est l'occasion d'adresser le salut fraternel de notre organisation à l'ensemble des travailleurs mais aussi, en ce jour international de solidarité et de revendications, l'occasion cette année encore, de rappeler notre combat contre l'austérité, une austérité qui est durablement installée au niveau européen et dans notre pays. En effet, bien que certains jouent sur les mots : austérité ou rigueur : les constats sont là : chômage qui ne baisse pas, problèmes d'emploi, dégradation du pouvoir d'achat, remise en cause du service public républicain, menaces sur la protection sociale collective et les régimes paritaires.

Le 1^{er} mai, c'est aussi un témoignage de notre solidarité pour tous les syndicalistes qui à travers le monde se battent pour la classe ouvrière et qui sont toujours victimes de menaces et d'oppression, d'emprisonnement, d'atteinte à leur vie et à leur droit d'expression

Ce 1^{er} mai arrive après la journée de grève interprofessionnelle et de manifestations du 9 avril dernier qui a été une mobilisation réussie. Plus de 300 000 personnes ont ainsi manifesté leur refus de l'austérité, exigeant des réponses du gouvernement. Le principe de cette action, je le rappelle, a été décidé à notre congrès confédéral de février dernier, à notre initiative et mis en œuvre à l'appel de plusieurs organisations syndicales, le 9 avril était socialement et démocratiquement sain et révélateur d'un réel mécontentement. Dans notre département nous continuons aujourd'hui sur les traces du 9 avril, nous continuons ce que nous avons construit depuis 2013 à savoir un axe de résistance avec la CGT et les organisations FSU et Solidaires face aux politiques néfastes du gouvernement et du patronat qui détruisent avec fracas tout l'édifice de notre République Sociale.

Il faut regarder de près les choses :

Ce mécontentement est partout le même que ce soit au niveau international, européen ou national.

Au niveau international, la croissance qui semblait repartie aux Etats Unis ne donne pas d'effets en termes d'emplois et on décompte en 2014 plus de 200 millions de chômeurs dans le monde. On avoisine officiellement les 6 % de taux de chômage mondial.

Le poids de la finance n'a toujours pas été régulé et les logiques financières et spéculatives sont toujours dominantes, tant pour les Etats que pour les entreprises. Le court terme prime sur le long terme, les placements sur l'investissement, la rentabilité sur la démocratie.

Au niveau européen, il suffit de faire un tour d'horizon pour faire le constat des répercussions sociales économiques et même démocratiques, de l'austérité. Partout en Europe les

manifestations anti austérité se sont multipliées cette dernière année pour condamner ici ou là les programmes de réformes et les politiques économiques et sociales régressives.

En zone euro, le chômage reste élevé à 11 % mais le plus préoccupant reste le chômage des jeunes qui s'établit à près de 23 % en zone euro. Partout le chômage des jeunes atteint des records, en particulier en Espagne ou en Grèce.

De même, la couverture conventionnelle des salariés chute en Espagne, au Portugal et en Grèce. Et ce n'est pas le plan de relance de JUNCKER qui permettra de relancer les moteurs de la croissance mais un véritable plan d'investissement d'envergure et des augmentations de salaires pour l'ensemble des travailleurs européens.

En France, outre le chômage de jeunes, celui des seniors fait des ravages en augmentant mois après mois. Aujourd'hui 50 % des salariés du privé qui demandent la liquidation de leur retraite complémentaire ne sont plus au travail.

Au niveau national, on nous parle de signes de reprise économique et le gouvernement s'attend à une croissance de 1 %. Premièrement, on le sait, une croissance de 1 % et insuffisante pour créer de l'emploi et donc résorber le chômage et les signes qu'on nous annonce viennent de l'extérieur et ne sont pas dus à la politique économique et sociale menée dans notre pays.

Bien au contraire, si on fait la somme et la liste des réformes effectuées ou annoncées par le gouvernement depuis plus de deux ans : un vrai champ de mines !

- Echec (annoncé) du pacte de responsabilité mais 50 milliards de réduction des dépenses publiques et sociales bien réels.
- Un projet de loi dit « Macron » ultra libéral et vrai fourre-tout qui, entre autre chose, banalise le travail du dimanche, réforme les conseils de prud'hommes et flexibilise encore plus les procédures de licenciement économique.
- Un projet de loi dit « Rebsamen » sur le dialogue social qui constitue une atteinte aux organisations syndicales notamment en les contournant pour négocier des accords dans les entreprises, qui réduit drastiquement le nombre des informations/consultations des IRP, qui prévoit le report de négociations obligatoires et qui affaiblit le rôle des CHSCT.
- Des annonces du Premier ministre sur la continuation des réformes dont certaines sur le marché du travail et sur le rôle de la négociation collective.

On a toutes les raisons d'être inquiets sur les derniers éléments en ce qui concerne les fondements de la négociation collective qui demeurent, pour FO, la libre négociation avec un délégué syndical et le respect de la hiérarchie des normes.

Vous le constatez mes camarades, les mécontentements et inquiétudes sont réels. Je rappelle que notre organisation est très attachée à la pratique contractuelle. En notre qualité d'organisation syndicale libre et indépendante, nous avons toujours su prendre nos responsabilités. Quand nous sommes d'accord, nous signons, quand nous ne sommes pas d'accord nous ne signons pas.

Autre inquiétude forte, du côté des services publics, mis à mal depuis des années, ceux-ci disparaissent peu à peu et un véritable sentiment d'abandon républicain se propage, ici et là. Ce sentiment partagé par les salariés, les usagers nous l'avons relayé au plus haut niveau. Nous avons même proposé, une réflexion à la création de maisons du service public et nous avons fait nos propositions dans ce domaine. Il s'agit de remailler la présence du service public sur l'ensemble du territoire. Pour cela, il faut déjà stopper leur hémorragie et les redévelopper. Telle que nous la concevons, la Maison du service public doit rassembler la

présence des services publics (Etat, organismes sociaux, établissements publics) par la présence effective des agents dans le respect de leur statut ou convention collective. Il s'agit donc de ramener le service public près des usagers.

D'une manière générale, nous avons posé notre cahier revendicatif auprès du gouvernement ; la balle est désormais dans leur camp.

Cela vaut pour le Smic et le point d'indice, pour la réaffectation ciblée des aides publiques aux entreprises, pour la réduction des exonérations de cotisations patronales dans les branches où au moins un minimum conventionnel est inférieur au Smic, pour l'ouverture d'une négociation donneurs d'ordre/sous-traitant.

Ce 1^{er} mai est l'occasion, une fois encore, de réaffirmer nos positions en toute liberté et indépendance, mais aussi de rappeler notre attachement viscéral aux valeurs républicaines. Les événements barbares qui ont eu lieu début janvier à Charlie Hebdo et à l'Hyper Cacher, ont constitué des attaques à la liberté, la démocratie et aux valeurs républicaines dont la laïcité à laquelle nous sommes fidèles et qui suppose effectivement la séparation des églises et de l'Etat.

FO a salué le sursaut républicain du 11 janvier mais a indiqué que ce dernier ne pouvait continuer sans apporter des réponses au niveau économique et social qui sont essentielles, ce qui exige une réorientation de la politique économique et sociale. C'est en opérant une rupture avec la logique économique et libérale en vigueur depuis des années que seront affaiblis les mouvements de rejet de l'autre et la paupérisation galopante. Il suffit de se remémorer l'histoire et de constater aujourd'hui qu'en France, comme ailleurs, la démocratie est menacée quand la crise économique et sociale est présente et s'aggrave et que les gouvernements apparaissent comme anesthésiés ou sous la coupe des marchés financiers. Les peuples élisent des gouvernements, non des financiers qui, eux, sont choisis par les actionnaires.

C'est aussi pourquoi nous ne dévierons pas de nos positions : l'austérité est socialement, économiquement et démocratiquement destructrice.

Nous ne dévierons pas de notre rôle de syndicat : détermination, responsabilité et indépendance et liberté dans la négociation comme dans l'action. Telle est FORCE OUVRIERE.

Exiger une renégociation des traités européens, faire respecter la liberté de négociation et d'association qui ne doit subir aucune contrainte, ne pas noyer le syndicat dans l'intérêt dit général, savoir résister pour conquérir demain, exiger des augmentations du pouvoir d'achat, faire vivre la solidarité, tel est notre rôle.

FORCE OUVRIERE a toujours su prendre ses responsabilités. Nous l'avons encore fait le 9 avril dernier. Nous saurons encore les prendre si nécessaire : oui à l'action commune sur des bases claires, non au fourre-tout anesthésiant, non au corporatisme à la subsidiarité. La liberté syndicale ne s'use que si l'on ne s'en sert pas.

Vive le syndicalisme libre et indépendant !

Vive la solidarité internationale des travailleurs :

Vive le 1^{er} mai des revendications !

Vive la cgt-FORCE OUVRIERE et l'UD FO 37 !